

René DOSIÈRE

*Aisne (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen
puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et
divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'institut national des hautes études de sécurité [J.O. des 2 août 2007 et 29 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPEL AU RÈGLEMENT*

S'élève contre la précipitation qui a prévalu pour l'inscription de cette proposition de loi à l'ordre du jour prioritaire [24 octobre 2007] (p. 3133)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3144)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 octobre 2007] (p. 3133)

Thèmes :

Elections et référendums : parité (p. 3144)

Lois : rétroactivité des lois (p. 3144)

Partis et mouvements politiques : alliances (p. 3144)

Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3144)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**POUVOIRS PUBLICS ; CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT****Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3559)**

Son intervention (p. 3562)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : pouvoirs publics : autonomie financière (p. 3562)

Président de la République : rémunération (p. 3562)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2007] (p. 3565)*Crédits de la mission "Pouvoirs publics" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 3566)

Son amendement n° 20 rectifié (transfert de crédits de 1 500 000 € de La chaîne parlementaire à la Présidence de la République) : retiré (p. 3567)

Après l'article 45

Intervient sur l'ad. n° 69 rectifié du Gouvernement (Président de la République : rémunération égale à celle du Premier ministre et exclusive de tout autre traitement, pension, prime ou indemnité) (p. 3568)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4545) : rejetée (p. 4550)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4571) : rejetée (p. 4576)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 4571)

Assemblée nationale : conditions de travail : commission des lois (p. 4571)

Assemblée nationale : députés : mandat (p. 4545)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4545 et s.)

Finances publiques : contrôle des dépenses engagées (p. 4573)

Finances publiques : fonds publics : enquêtes (p. 4574)

Justice : procédures : Polynésie française (p. 4573)

Justice : procureurs généraux : rôle (p. 4574)

Marchés publics : code des marchés publics : détournements (p. 4572)

Outre-mer : assemblée territoriale : coût (p. 4571)

Outre-mer : assemblée territoriale : président (p. 4571)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 4571)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4545)

Outre-mer : institutions : transparence (p. 4547)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4547)

Outre-mer : Polynésie française : contrôles (p. 4573)

Outre-mer : Polynésie française : corruption (p. 4574)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4548)

Outre-mer : Polynésie française : fiscalité (p. 4548)

Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4546)

Outre-mer : Polynésie française : politique sociale (p. 4548)

Outre-mer : Polynésie française : renseignement (p. 4572)

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

Article 1er (intérim, élection et remplacement du président et du vice-président de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4577)

Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)

Ses interventions (p. 4579 et s.)

Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésien devant l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4585)

Article 6 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française par décret en Conseil des ministres)

Son intervention (p. 4587)

Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)

Ses interventions (p. 4589 et s.)

Article 7 bis (détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - réglementation des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes)

Son intervention (p. 4592)

Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)

Son intervention (p. 4595)

Article 11 ter (modalités d'adoption du règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4597)

Après l'article 11 ter

Intervient sur le sous-adt n° 119 du Gouvernement (moyens en personnel autorisés dans la limite de 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres de l'assemblée) à l'adt n° 100 de M. Jean-Christophe Lagarde (moyens de fonctionnement des groupes à l'assemblée de la Polynésie française) (p. 4599)

Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)

Son intervention (p. 4601)

Article 14 bis (composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres)

Son intervention (p. 4603)

Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)

Son intervention (p. 4606)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4548)

Projet de loi n° 402 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4609)

Article 3 (clarification des dispositions du code de justice administrative relatives aux demandes d'avis et aux recours contentieux concernant la Polynésie française)

Son intervention (p. 4610)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 292)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Copé (p. 305)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 292)

Collectivités territoriales : finances locales : équilibre budgétaire (p. 293)

Donations et successions : droits de succession : exonération (p. 295, 305)

Etat : décentralisation : transferts de personnel (p. 295)

Etat : réforme (p. 295)

Finances publiques : budget de l'Etat : fonctionnement (p. 292, 305)

Finances publiques : dette publique : intérêts d'emprunt (p. 294)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 295, 305)

Impôts locaux : taux (p. 293)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 292)

Parlement : contrôle parlementaire : politiques publiques (p. 305)

Politique économique : croissance (p. 294)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 305)

Politique générale : politiques publiques : évaluation (p. 296, 305)

Politique sociale : cohésion sociale : fonctionnaires et agents publics (p. 293)

Politique sociale : prestations sociales : financement (p. 294)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 295)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1507)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : gestion (p. 1508)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 1508)

Elections et référendums : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 1507)

Etat : décentralisation : chambres régionales des comptes (p. 1508)

Outre-mer : Polynésie française : finances publiques (p. 1508)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié de la commission (appellation du représentant du ministère public près les chambres régionales des comptes) (p. 1509)

Après l'article 9

Son amendement n° 33 (suppression du pouvoir de remise gracieuse du ministre du budget sur les débits prononcés à l'encontre des comptables) (p. 1509) : rejeté (p. 1510)

Article 11 (procédure applicable aux activités juridictionnelles de la Cour des comptes)

Ses interventions (p. 1510 et s.)

Ses amendements n°s 34, 38 et 39 (p. 1511 et s.)

Article 14 (délais de production des comptes par les comptables publics devant les chambres régionales des comptes)

Son intervention (p. 1513)

Article 21 (procédure applicable aux activités juridictionnelles des CRC)

Ses amendements n°s 35 et 40 (p. 1514)

Article 22 (regroupement des dispositions relatives aux activités administratives des CRC)

Son amendement n° 36 (p. 1514)

Article 30 (habilitation à étendre par ordonnance les dispositions de la loi à l'outre-mer)

Son intervention (p. 1516)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Jean-Christophe Lagarde (démission dans les 30 jours du fonctionnaire réélu parlementaire) (p. 2369)

Après l'article 8

Son amendement n° 512 (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat, notamment électif) (p. 2447) : rejeté (p. 2449)

Son amendement n° 513 (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat électif, notamment parlementaire ou exécutif d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 2449)

Son amendement n° 514 (incompatibilités applicables aux parlementaires applicables aussi aux membres du Gouvernement) : rejeté (p. 2450)

Intervient sur le sous-adt n° 528 de M. Arnaud Montebourg (y compris toute fonction exécutive au sein d'un établissement public de coopération intercommunale) à l'adt n° 51 rectifié de la commission (p. 2451)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2453)

Son amendement n° 199 (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive locale) (p. 2450) : rejeté (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2455, 2466)

Après l'article 9

Son amendement n° 201 rectifié (une demande de création de commission d'enquête de droit par session pour chaque groupe parlementaire hors majorité) (p. 2516) : rejeté (p. 2521)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 2522)

Son amendement n° 200 (p. 2532)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2571)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 300 (p. 2577)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 2613)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses interventions (p. 2617 et s.)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2626)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son intervention (p. 2647)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses interventions (p. 2655 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur le sous-adt n° 598 de M. Jean-Luc Warsmann (à l'initiative du Gouvernement lui-même) à l'adt n° 85 de la commission (déclaration du Gouvernement à caractère thématique devant les assemblées) (p. 2672)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 2679)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 523 de M. Victorin Lurel (collectivités d'outre-mer) (p. 2710)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Jacques Myard (développement de la francophonie) (p. 2718)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2725)

Après l'article 33

Son amendement n° 524 (organisation d'un référendum en cas de divergence entre les deux assemblées sur une révision constitutionnelle) : rejeté (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 33 bis (délais minimaux d'examen des projets et propositions de révision)*

Son amendement n° 298 (p. 4510)